

*From the House of Commons:*

Lieutenant Colonel David Currie,  
Sergeant-at-Arms;  
Dr. Maurice Ollivier, Parliamentary  
Counsel.

*From the Royal Canadian Mounted Police:*

Assistant Commissioner Charles J.  
Sweeny, Commanding Officer, "A"  
Division;

Assistant Commissioner J. E. M.  
Barrette;

Superintendent C. A. Lougheed, Offi-  
cer In Charge Criminal Investigation  
Branch, "A" Division;

Sub-Inspector J. L. D. Ling, Officer  
Commanding Protective Sub-Division,  
"A" Division.

The third Order of Reference before  
your Committee dealing with the lack of  
any redress on the part of the House of  
Commons when a confidential document  
in the possession of the Government is  
made public, has only been dealt with in  
a preliminary manner. With the expecta-  
tion that this matter will be again refer-  
red to your Committee, preliminary stud-  
ies have been ordered.

Your Committee has not completed its  
studies of any of the above matters and  
does not expect to be able to do so this  
session. Your Committee recommends  
therefore that all of the above matters be  
again referred to it in the next session to-  
gether with the evidence adduced in re-  
lation thereto.

A copy of the relevant Minutes of Pro-  
ceedings and Evidence (*Issues N° 3 to 6*  
*inclusive*) is tabled.

Respectfully submitted,

*De la Chambre des communes:*

Le lieutenant-colonel David Currie,  
sergent d'armes;  
M. Maurice Ollivier, légiste et con-  
seiller parlementaire.

*De la Gendarmerie royale du Canada:*

Le commissaire adjoint Charles J.  
Sweeney, commandant de la division  
«A»;

Le commissaire adjoint J. E. M. Bar-  
rette;

Le surintendant C. A. Lougheed, offi-  
cier chargé des bureaux des enquêtes  
judiciaires, division «A»;

Le sous-inspecteur J. L. D. Ling,  
commandant de la sous-division de  
protection, division «A».

Le troisième ordre de renvoi dont est  
saisi le Comité et qui a trait à l'absence  
de redressement de la part de la Chambre  
des communes lorsqu'un document confi-  
dential en la possession du gouvernement  
est rendu public n'a été abordé que briè-  
vement. Dans l'espoir que cette question  
sera de nouveau renvoyée au Comité, des  
études préliminaires ont été demandées.

Le Comité n'a pas terminé ses études  
sur aucun des sujets mentionnés plus haut  
et ne prévoit pas pouvoir le faire au cours  
de la présente session. Le Comité recom-  
mande donc que toutes les questions men-  
tionnées plus haut soient de nouveau dé-  
férées au Comité au cours de la prochaine  
session de même que les témoignages en-  
tendus s'y rapportant.

Un exemplaire des procès-verbaux et  
témoignages pertinents (*fascicules n° 3 à 6*  
*inclusive*) est déposé.

Respectueusement soumis,

*Le président,*

D. GORDON BLAIR,

*Chairman.*